

Journée d'étude :

**La gouvernance sécuritaire en Afrique
et la réforme de l'Architecture africaine
de paix et de sécurité**

**Projet de mot d'introduction de M. Mohammed
Tawfik MOULINE
Directeur Général de l'Institut Royal des Etudes
Stratégiques**

**IRES
25 septembre 2019**

Mesdames et Messieurs,

C'est avec un grand plaisir que je vous souhaite la bienvenue à l'Institut Royal des Etudes Stratégiques pour cette rencontre consacrée à la présentation des résultats préliminaires de l'étude sur la gouvernance sécuritaire en Afrique et à la discussion des contours et des enjeux de la réforme, en cours, de l'Architecture africaine de paix et de sécurité.

La gouvernance de la sécurité en Afrique est une thématique qui revêt un intérêt certain pour l'IRES qui, en 2018, avait identifié la sécurité comme l'un des quatre défis majeurs, autres que le changement climatique, que le continent est appelé à relever et ce, dans son rapport stratégique dédié au développement autonome de l'Afrique.

L'Union africaine est un acteur majeur de la sécurité continentale. Or, l'organisation panafricaine est engagée dans une réforme institutionnelle globale, à laquelle l'IRES a consacré une étude au début de cette année, réforme qui doit s'étendre à l'Architecture africaine de paix et de sécurité, principal instrument de l'Union en la matière.

En outre, en tant que membre de la communauté africaine, activement engagé en faveur de la stabilité et de la sécurité du continent, membre, de surcroît, du Groupe consultatif des ministres des affaires étrangères sur la réforme institutionnelle de l'Union africaine, le Maroc est, assurément, appelé à jouer un rôle moteur dans cette réforme.

Aussi, le moment est-il opportun de se livrer à une réflexion globale sur la situation sécuritaire, les modes de gouvernance actuels et les améliorations envisageables, afin que l'insécurité ne soit plus une entrave au développement autonome du continent africain.

Mesdames et Messieurs,

Près de soixante années se sont écoulées depuis l'accession des Etats africains aux indépendances, le continent demeure le théâtre des conflits les plus longs, les plus étendus et les plus meurtriers de la planète.

De la persistance de mouvements séparatistes à l'émergence de nouvelles menaces telles le terrorisme en passant par la résurgence de formes de conflictualités que l'on espérait révolues, le berceau de l'humanité peine aujourd'hui, encore, à réaliser la paix.

Fragiles et souvent démunis face à des menaces complexes et protéiformes, plusieurs Etats africains ne sont pas parvenus à instaurer la stabilité nécessaire à leur développement. En témoignent plus de 92 coups d'Etat que l'Afrique a connus entre 1950 et 2019.

De même, l'Union africaine, responsable de la paix et de la sécurité du continent, ralentie par ses propres faiblesses institutionnelles et structurelles, souffre de la fragilité et l'absence de cohésion de ses membres, et ne parvient pas à fédérer les peuples africains autour de la réalisation de cette mission fondamentale.

Enfin, les nombreuses interventions des partenaires étrangers de l'Afrique, du fait de leur caractère allochtone, n'ont pas été en mesure d'imposer une paix qui doit, nécessairement, se forger en terre africaine.

Aussi, la sécurité africaine ne dépend-elle pas de l'ampleur des moyens alloués, mais d'un renouvellement de la vision, d'une remise en cause du concept de sécurité et de l'approche des différents acteurs afin d'innover des solutions véritablement africaines aux problèmes africains.

Mesdames et Messieurs,

Le Maroc a toujours appelé à un changement du regard porté sur l'Afrique. Loin de succomber aux prophéties fatalistes, l'Afrique vit une dynamique politique, économique et intellectuelle sans précédent.

De fait, le continent connaît, depuis quelques années une embellie démocratique qui laisse présager de profondes mutations dans la période à venir. L'on assiste ainsi à un renouvellement du leadership africain, l'Afrique subsaharienne ayant connu, entre 2015 et 2019, 26 transferts pacifiques du pouvoir, sous la pression populaire. Il s'agit d'une série sans précédent dans l'histoire africaine, qui illustre un éveil populaire et démocratique.

Les institutions africaines doivent, donc, se renouveler pour accompagner ce nouvel élan et canaliser cette énergie positive. L'étude réalisée par l'IRES sur la réforme de l'Union africaine a mis en exergue les avancées que pourrait permettre la refonte de cette organisation, si elle est guidée par les principes de la démocratie et du pragmatisme.

Mesdames et Messieurs,

La rencontre d'aujourd'hui est l'occasion d'examiner plus en détails le versant sécuritaire de cette réforme, de faire un bilan des réalisations accomplies et d'esquisser les contours d'une réorganisation optimale.

Elle est également l'opportunité de débattre du rôle que le Maroc est appelé à y jouer et d'évoquer les actions menées par le Royaume au cours de son mandat au sein du Conseil de paix et de sécurité, instance responsable, à titre principal, de la paix et de la sécurité du continent.

A cette fin, cette journée d'étude se déroulera en deux sessions. Au cours de la première seront présentés et débattus les résultats, tout à fait préliminaires, de l'étude sur la gouvernance sécuritaire en Afrique.

Se subdivisant en deux panels, la seconde session sera l'occasion d'enrichir les conclusions de l'étude en répondant aux deux questions suivantes :

- Quelle réforme pour l'Architecture africaine de paix et de sécurité ?
- Quel rôle pour le Maroc dans le contexte de cette réforme ?

Je souhaite donc pleine réussite à cette journée d'étude et remercie tous les intervenants d'avoir accepté l'invitation de l'IRES.